



L'actualité du des industries chimiques

N° 394 du 25 mars 2021

L'agenda

30 MARS 2021
SFE



26 AVRIL
FORMATION CSST

réunions paritaires

À venir

25/03	OPCO2i PETROLE
26/03	GT LBM
26/03	GT HANDICAP LBM
30/03	CPNEIS INDUSTRIE PHARMA
31/03	CPNCTHS CHIMIE
31/03	CPNE PETROLE
01/04	CPPNI LBM
01/04	GPN CPPNI FP PETROLE
01/04	GPN CPPNI -CQP/CQPI PETROLE

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris

93514 Montreuil Cedex

Tél. 01.84.21.33.00 -

<http://www.fnic-cgt.fr>

E-mail : contact@fnic-cgt.fr

Directeur de publication : Emmanuel Lépine

Bimensuel - 1,06 €

ISSN : 1762-4991 - N° CPPAP : 1025 S 06566

Imprimé par nos soins

Droits & libertés

ALLONGEMENT DU CONGÉ PATERNITÉ POUR LES ENFANTS NÉS OU ADOPTÉS À PARTIR DU 1^{ER} JUILLET 2021 :

A partir du 1^{er} juillet 2021, la durée du congé paternité sera de 28 jours, dont 7 jours obligatoires à prendre à la naissance de l'enfant et incluant les 3 jours de congés de naissance (loi de financement de la Sécurité sociale pour 2021). Ce sera une obligation pour l'employeur de mettre le salarié en congé pendant ces 7 jours.

Les 21 jours restants (28 en cas de naissances multiples) pourront être pris dans la

continuité des 7 jours obligatoires ou ultérieurement. Ils pourront être également fractionnés.

Ce congé bénéficiera non seulement au père de l'enfant mais aussi, le cas échéant, au conjoint, au concubin ou au partenaire pacsé de la mère.

Les jours de naissance resteront à la charge de l'employeur et les autres jours seront indemnisés par la Sécurité sociale.

Du 22 mars au 04 avril 2021,

ont lieu les élections TPE. Plus de 4,5 millions de salariés travaillent dans des TPE employant moins de 11 salariés, comme dans les officines, les laboratoires, les entreprises de la plasturgie, le caoutchouc, ou encore dans le commerce.

Durant 15 jours, les salariés des Très Petites Entreprises vont être appelés à choisir l'organisation syndicale qui les représentera pendant les 4 prochaines années dans les négociations interprofessionnelles, de conventions collectives, ou dans les instances paritaires régionales...

Dans notre entourage, nous connaissons tous un salarié d'une TPE. Incitons-le à voter CGT.

Donnons-nous le droit, votons CGT !

Orga & Vie syndicale

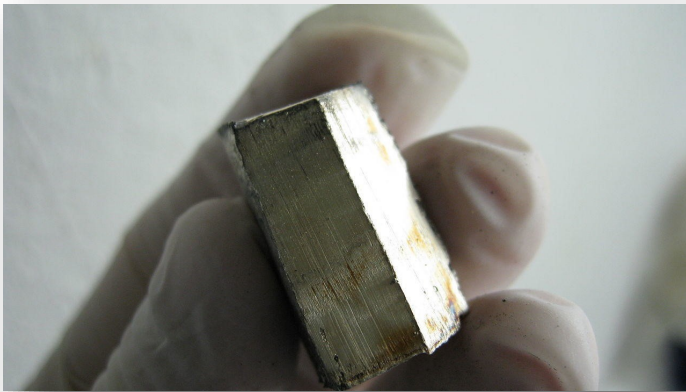
COTISATIONS 2019 TOUJOURS DES RETARDATAIRES

Camarades, nous sommes déjà à la fin du premier trimestre 2021, et nous avons toujours un retard de reversement des cotisations qui n'a que trop duré. En effet, à ce jour **25** syndicats ne sont toujours pas à jour pour les cotisations 2019. Au regard des derniers chiffres le retard est de **-939 FNI** et **-11698** timbres de retard pour l'année 2020 ceci à quelques jours de la clôture Cogétise.

C'est pourquoi la Fédération invite les syndicats à régulariser au plus vite. Sans retour de la part du syndicat un courrier sera envoyé à la direction d'entreprise pour l'informer qu'il n'y a plus de CGT dans l'entreprise.

Actualité sociale

LE MONDE ÉTAIT HABITUÉ AUX GUERRES DU PÉTROLE DEPUIS DES DÉCENNIES, MAINTENANT PLACE À LA GUERRE DU LITHIUM.



Au lendemain du départ en exil, contraint et forcé, d'EVO MORALES accusé de fraude électorale, sur la base d'un rapport de l'organisation des Etats-Unis compilant des données falsifiées, Jeannine ANEZ avait pris ses quartiers à LA PAZ escortée par des militaires, en brandissant la bible.

Elle "l'impotieuse" et plusieurs membres de son gouvernement, ainsi que des hauts gradés de la police et de l'armée, ont été arrêtés le vendredi 12 mars 2021, sur ordre de la justice BOLIVIENNE, dans le cadre des investigations sur le coup d'Etat qui ont suivi les élections d'octobre 2019. Poursuivie pour sédition et terrorisme, l'ancienne présidente autoproclamée va devoir s'expliquer devant la justice sur les violences meurtrières, les persécutions et les graves violations des droits humains commises dans le sillage du putsch.

La sénatrice ANEZ dans l'ombre jusque-là, s'était proclamée présidente le 12 novembre devant un parlement clairsemé, sans quorum, prenant prétexte de la vacance du pouvoir après la mise à l'écart des successeurs de MORALES eux aussi poussés à la démission : le vice-président Alvaro GARCIA LINERA, la présidente

et la vice-présidente de la Chambre des députés du Sénat, ainsi que le président de la Chambre des députés. Aussitôt investie, la sénatrice ANEZ promettait de convoquer les élections pour avoir un président élu le 22 janvier. Elle et son cabinet se sont en fait accrochés un an au pouvoir, déchaînant une répression impitoyable, des exécutions sommaires et humiliations publiques sur les militants du Mouvement vers le Socialisme (MAS) et sur toutes les voix critiques.

Un an plus tard, il apparaît que le renversement du président MORALES était commandité par les USA, leur objectif était de voler le **LITHIUM** présent dans le pays, et convoité par le Royaume-Uni dans le contexte de la transition énergétique.

Déjà en 2009, l'administration OBAMA avait tenté un coup d'Etat qui fut réprimé par le président MORALES conduisant à l'expulsion de plusieurs diplomates et fonctionnaires US. Au contraire, l'administration TRUMP laissa apparemment le champ libre aux néoconservateurs en Amérique latine, mais les empêcha systématiquement de mener leur plan à exécution.

Le lithium très convoité entre dans la composition des batteries. On en trouve surtout dans les saumures des déserts de sel d'altitude, dans les montagnes chiliennes, argentine et surtout boliviennes, voire du Tibet, ce sont les « salars » (appelées également le triangle du Lithium).

Mais aussi sous forme solide dans certains minéraux extraits des mines, notamment australiennes.

Il est indispensable au passage des voitures à essence aux véhicules électriques.

Il est donc devenu un enjeu plus important que le pétrole dans le contexte de transition énergétique.

FACE À CETTE GUERRE, SEULS LES PEUPLES ONT LA FORCE DE CHOISIR LA VOIE À PRENDRE, À CONDITION DE LUTTER ET DE S'UNIR, POUR CONSTRUIRE UNE PERSPECTIVE POLITIQUE QUI RÉPONDE À LEURS BESOINS.

Actualité sociale

IDÉOLOGIE DE CLASSE/ CRISE CAPITALISTE

Depuis près de dix-huit mois, le capitalisme au niveau mondial est entré dans une crise historique, crise classique de surproduction, qui n'est nullement la conséquence d'une soi-disant crise sanitaire.

Cette crise mondiale ne peut qu'engendrer des tensions exacerbées entre les puissances impérialistes. La surproduction due à l'anarchie du système conduit ces puissances à se mener une guerre économique radicale, faisant peser, plus que jamais, la menace d'une nouvelle guerre de grande ampleur pour le prolétariat de tous les pays, qui, on le sait, dans ces situations sert de chair à canon.

Ce qui est certain à l'heure actuelle, c'est que cette crise jette dans la misère et la précarité des centaines de milliers de prolétaires en France.

On constate chaque jour un peu plus :

- ➔ la baisse des salaires,
- ➔ les plans gargantuesques de suppressions d'emploi qui font la une,
- ➔ la précarisation du salariat par des nouveaux statuts pour les salariés.

Les réformes scélérates du gouvernement, qui défont nos protections sociales, enfoncent un peu plus notre classe dans une exploitation accrue de la force de travail dans la classique contradiction capital/travail dans le capitalisme.

Pourtant, malgré l'offensive générale de la bourgeoisie française, il n'y a aucune riposte générale de notre camp. L'histoire démontre que la conscience de classe

retarde toujours sur la situation objective d'autant que la classe ouvrière n'est ni structurée, ni organisée massivement comme ce fut le cas il y a quelques décennies. La classe n'a plus de repères idéologiques, fruit de décennies de dépolitisation de notre camp qui n'a pas été imperméable aux différentes influences bourgeoises (réformisme, piège du dialogue social, considérer les syndicats comme des partenaires sociaux, etc.).

Cela explique les comportements disparates dans les entreprises au sein desquelles les directions attaquent les travailleurs au travers de PSE, APC, ruptures conventionnelles collectives, etc.

Le pouvoir en place, garant du système capitaliste français, pressent dans un avenir proche des explosions spontanées du prolétariat (comme ce fût le cas pour les Gilets Jaunes par exemple). Mais en temps de crise et donc d'écroulement des marchés, la bourgeoisie française, ne pouvant répondre aux revendications immédiates, usera de la matraque contre nous.

Ceci explique l'arsenal répressif mis en place au niveau législatif (loi sécurité globale par exemple) mais aussi l'offensive idéologique menée par la bourgeoisie qui effraye les populations avec l'image que le musulman serait un terroriste, afin de créer des divisions artificielles. Une fois que cette peur est intégrée par une bonne partie de la population, du fait d'une perte de repères politiques, la bourgeoisie fait un lien entre l'épouvantail créé, mais factice, de l'islamisme et du gauchisme, autrement dit nous-mêmes. Ainsi, elle fait intégrer, ou tente du moins, que les « gauchistes » seraient aussi des terroristes, tentant d'éloigner de cette façon les prolétaires des militants du progrès que nous incarnons.

Le pont entre « islamo-gauchiste » et « judéo-bolchévique » des années 1930 doit nous alerter sur notre présent, d'autant que la décennie de 1930 connaissait aussi une crise de surproduction et un danger de guerre impérialiste (Seconde Guerre mondiale).

REPRENONS NOS LIBERTÉS :

DÉCONFINÉZ-VOUS !

Il y a tout juste un an, le monde entier était mis sous cloche pour « limiter » la propagation de la Covid ! Après avoir fait de la Chine l'atelier du monde au détriment des emplois industriels en France, nos gouvernants ont choisi les mêmes méthodes de coercition appliquées là-bas pour combattre la pandémie. Enfermement et privation des libertés, sans à aucun moment envisager des alternatives. Et pour cause, cela leur a permis de ne pas avouer que notre système de santé est, par leur faute, au plus mal et incapable de faire face à la pandémie.

1 an après, nous vivons en France notre 3^{ème} confinement sur plusieurs départements, sous couvre-feu, avec des lois liberticides... au nom de l'état « d'urgence sanitaire » sans qu'il y ait eu pour autant un impact positif sur l'éradication du virus.

En revanche, d'un point de vue gouvernemental, l'opération est extraordinairement réussie : les Français vont devoir filer droit !

Finies les protestations, les manifestations, les grèves, la vie sociale, la culture, l'éducation, et même la « bamboche » !!

L'expression « métro, boulot, dodo » n'aura jamais eu autant de signification, à laquelle on peut ajouter le duo « flicage-fichage ».

En 1 an, en plus des 90 000 morts liés à la Covid :

- ➔ les lits d'hôpitaux continuent d'être supprimés,
- ➔ les licenciements pleuvent,
- ➔ la misère se répand pendant que les riches deviennent de plus en plus riches,
- ➔ la détresse psychologique explose, etc.

Le bilan est pathétique !

Dans ce contexte anxiogène pour certains, le repli sur soi a fait son chemin, s'est installé tant sur le plan personnel que syndical.

Mais après cette phase de sidération, compréhensible, il est urgent que les citoyens et militants que nous sommes, réagissions et reprenions nos libertés ! Il est illusoire de croire que sans action ou riposte de notre part, nous les retrouvons.

EXIGEONS un investissement massif dans la recherche pour un système sanitaire et social permettant la prise en charge des patients.

C'est l'indignation et non la résignation qui doit nous animer.

 **RETROUVONS-NOUS,**

 **RASSEMBLONS-NOUS,**

 **DÉCONFINONS-NOUS,**

ARRÊTONS D'ÊTRE OBÉISSANTS !!

NOUS N'AURONS QUE CE QUE NOUS SAURONS PRENDRE